


 SCHWEIZERISCHE VERTRETUNG
 REPRÉSENTATION SUISSE

 in / à Abidjan
lettre vers l'ancien

an	BSZ	WPCP	PD		a/a
Datum	26.6	29.6	30.6		
Visa	BP	SM	CP		
EDA	26.06.87	11			
Ref.	<u>f. 311 Burkina</u>				

.DFAE - DDA

 Ihr Zeichen
 Votre référence

 Ihre Nachricht vom
 Votre communication du

 Unser Zeichen
 Notre référence

 Datum
 Date

 771.220(1)BKF - C/sf
 331.1 BKF

18.06.1987

 Visite au Burkina Faso
 8 au 15 juin 1987

Gegenstand / Objet

Ma visite de cette année au Burkina Faso m'a permis, grâce à un programme serré préparé par M. Stähli avec le Protocole du Faso, de concentrer en 7 jours un ensemble d'entretiens avec des responsables politiques et administratifs, avec des chefs de mission étrangers et les responsables des principales institutions internationales, avec de nombreuses visites sur le terrain dans les provinces de l'Oubritenga et du Yatenga englobant des projets de développement soutenus par la Suisse. Tout cela m'a permis de recueillir un ensemble significatif d'impressions de première main et de renseignements sur l'évolution politique du pays, l'orientation de sa politique de développement et les réalisations en cours. Mes observations d'ordre politique feront l'objet d'un rapport séparé.

En mettant à ma disposition une voiture et un accompagnateur du protocole, le Ministère des relations étrangères et de la coopération a voulu mettre en évidence la reconnaissance du Burkina Faso à la Suisse pour son aide au développement; accessoirement, il souhaitait sans doute savoir quand et comment des entretiens avaient lieu avec des personnes ou des associations privées, mais sans jamais mettre aucun obstacle à des rencontres quelconques.

Bien que le montant de notre aide soit très inférieur à celle des principaux donateurs (France, Pays-Bas, Allemagne, Canada, FED, BIRD), la considération dont elle jouit est particulièrement haute, selon le témoignage de tous mes interlocuteurs officiels et des informateurs étrangers. Cela tient d'une part à la personnalité très appréciée de notre coordinateur à Ouagadougou, M. Peter Stähli, pondérée et active, à la qualité de la mise en oeuvre de



la coopération suisse, des experts suisses compétents sur le terrain et fortement aussi à la neutralité suisse qui ôte à cet Etat engoncé dans une idéologie révolutionnaire toute crainte d'implications "impérialistes" (ce que me dirent en particulier les ambassadeurs du Ghana et de l'Algérie).

Les projets soutenus par la Suisse que j'ai visités me sont apparus judicieusement choisis et gérés de manière dynamique, en comparaison avec mes expériences dans d'autres pays (Niger, Guinée) et avec les indications recueillies auprès des ambassadeurs d'Allemagne et des Pays-Bas sur leurs propres interventions. J'ai relevé en particulier une heureuse coordination entre les instances politiques, les services publics, les ONG, les villageois bénéficiaires de ces projets et la coopération suisse dans toutes les visites et j'en ai fait la remarque à mes interlocuteurs pour en encourager la poursuite.

Les visites ont inclus en particulier le CNPAR et l'APICOMA à Ouagadougou, le site de l'action anti-érosive FEER à Pagatenga, une série de projets du service provincial de l'Environnement et du tourisme au Yatenga, des "6S", de la coordination de la question paysanne (alphabétisation fonctionnelle). Mes visites coïncidant avec les premières pluies de la saison, l'activité était partout très grande. La comparaison avec les attitudes observées auprès d'autres ethnies d'Afrique occidentales, du littoral jusqu'au fond du Sahel, était constamment à l'avantage des Mossi du Burkina Faso, travailleurs, capables d'engagement pour une cause choisie, et prêts à exposer leurs opinions (même les femmes !). Cela est certes attribuable à des caractéristiques ethniques, aux pressions de la pauvreté et de la sécheresse, mais aussi à la priorité donnée au Burkina Faso à la question paysanne. Cet Etat, sujet aux engouements de son Président pour des idées spontanées et soudaines, suscite dans sa population des mouvements dynamisants, et les remet constamment en cause par des dérapages politiques; pour l'instant, le bilan semble pourtant positif pour la paysannerie, peut-être grâce à l'inefficacité d'une administration faible, instable, dotée de faibles budgets, et grâce à des communications assez restreintes entre la capitale et les campagnes.

Les dangers qui pèsent sur l'expérience en cours sont la fragilité de ce gouvernement, l'incertitude des suites si Sankara était renversé (dictature militaire moins favorable aux paysans?), le manque de continuité dans les services publics encadrant les paysans à la base, une politisation accrue dans les programmes si le gouvernement se maintient au pouvoir.

Une contradiction saute aux yeux entre une tendance à la décentralisation de la gestion des provinces, attribuable à des directives gouvernementales et à la faiblesse personnelle et budgétaire de l'administration d'une part et une tendance à la centralisation des compétences au bénéfice de la Présidence, d'autre part. La mise en place d'un Comité d'Etat pour la Coordination de l'aide au développement, dont le secrétariat serait assumé par le Département d'Information et du Suivi des Projets de la Présidence se substituerait aux diverses compétences assumées actuellement par les ministères des Relations extérieures et de la Coopération, de la Planification et du Développement populaire, des Ressources financières, du Budget, sans parler des interventions dans les programmes de cinq ou six autres ministères. Selon ce que m'en ont dit mes interlocuteurs, Ministres et hauts fonctionnaires, l'incertitude pèse encore sur cette évolution mais elle inhibe déjà les initiatives périphériques.

Il me semble bien que, dans les conditions décrites ci-dessus, une certaine latitude laissée aux provinces, aux collectivités locales (un projet de municipalités élues serait aussi à l'étude), aux organismes non-gouvernementaux et aux associations paysannes offrirait les meilleures chances de poursuivre de lents progrès, tributaires d'ailleurs de la météorologie, vers l'accroissement des récoltes et des revenus, la protection des sites contre la désertification et un accès plus large à une formation, sinon scolaire du moins technique et d'alphabétisation fonctionnelle.

La coopération sous-régionale en Afrique occidentale pose au Burkina Faso des problèmes qu'il aura de la peine à résoudre tant qu'il maintiendra un discours révolutionnaire qui paraît provocateur à ses voisins. Les organisations CEAO, CILLS, CEDEAO, Liptako-Gourma, Air Afrique, RAN et autres sont toutes en butte à des difficultés qui tiennent en partie à ce verbiage. Les efforts multilatéraux peuvent-ils déboucher sur un rôle actif au Burkina Faso dans ces conditions ? Il est permis d'en douter; quand on voit l'ampleur des autres problèmes quasiment insolubles qui s'accumulent sur leur chemin (endettement, démographie, cours des matières premières) on devine leur manque d'inclination à s'occuper des chimères "colonialistes" ou "impérialistes" qui torturent le Faso. Ce pays devra donc, par nécessité, continuer à bénéficier d'aides bilatérales qui seront bien investies là, comme je l'ai montré plus haut, aussi longtemps que les escapades politiques du Président ne tourneront pas à l'aventurisme.

M. Stähli assurant une excellente information courante sur les projets individuels, je n'entre pas dans les détails, sauf pour l'APICOMA qui paraissait récemment poser des problèmes particuliers.

Je voudrais aussi retenir, de mon entretien du 15 juin avec M. F. Toe, Ministre du Travail, que ce dernier est revenu de Genève avec de nouvelles idées auxquelles il faudra laisser le temps de mûrir :

1. Il souhaiterait une vaste action de récupération de vieilles machines, grues, moteurs sortant des inventaires d'entreprises européennes, mais qui pourraient encore rendre des services au Burkina Faso. Je lui ai indiqué que cela évoque le "Plan Marshall pour l'Afrique" proposé vers 1978 par le chancelier Kreisky et qui n'avait guère trouvé de soutien. Toe admet que les inspecteurs du travail de son pays, à qui il avait fait part de son idée, n'étaient pas enthousiastes. (S'il apprenait que M. Agnelli vient de proposer un plan de ce genre au Président Reagan à Venise, il reviendrait peut-être lui-même à la charge.)

! (2. Mise en place au Burkina Faso d'une presse à injection pour fabriquer des bennes de brouette en époxyde : alternative peut-être valable au transport de lourdes tôles d'acier à souder dans les rares ateliers entrant en ligne de compte. Mais qui paiera la machine et qui l'entretiendra ?

3. Il ressent enfin un certain engouement pour l'idée à la mode (inspirée par le Banque mondiale ?) d'organiser le secteur informel. Dans la mesure où de tels efforts débouchent sur une emprise fiscale nouvelle, ils seraient de nature à étouffer le petit artisanat, créateur d'emplois tant qu'il peut se priver de contraintes comptables. Je ne suis pas entré en matière sur ce thème.

APICOMA

En visitant cette institution, j'y ai constaté une activité de bon aloi dans les secteurs existants et une préparation bien avancée pour la mise en place de l'atelier de fabrication de pompes. Des essais de matériau et de procédés concernant la fabrication de pelles et de brouettes ont été entrepris en marge du travail normal. La direction tient à ne pas laisser une production éventuelle de ces outils interférer avec les autres programmes (charrues, charrettes, pompes). En réalité, la fabrication des pelles sera certainement confiée au secteur artisanal; pour les brouettes, de nouvelles solutions s'esquissent dans l'esprit du Ministre responsable (benne en époxyde produites par presses à injection).

Le problème de la subvention locale à l'agrandissement de l'APICOMA (ateliers de pompes) à la charge de l'EPI doit être résolu par le ministre de tutelle, le Ministre du Travail. La décision du Conseil des Ministres est acquise. J'ai dès lors renoncé à aborder d'autres Ministres à ce sujet, M. Fidèle Toe m'ayant assuré être confiant dans une issue positive.

A Ouahigouya, j'ai constaté auprès des "6S" l'existence de relations transversales très positives avec APICOMA pour la fabrication d'appareils à tresser des clôtures. Il en va de même pour ATESTA (technologie solaire, séchoirs).

Je ferai une brève place aux préoccupations actuelles de M. Mabramane Brah, Secrétaire exécutif du CILLS. Si cette organisation bénéficie encore, pour le moment, de la présidence de M. Abdou Diouf, le plus intelligent et le plus pondéré des Chefs d'Etat de l'Afrique occidentale, elle n'est par contre pas encore parvenue à faire l'unanimité de ses Etats membres sur ses véritables buts. M. Brah hésite lui-même un peu entre un objectif de relations publiques pour ces pays pauvres entre les pauvres et un rôle d'agent exécutif de projets concrets. La faiblesse de l'appareil n'autorise pas beaucoup d'espoir dans cette dernière voie. Par ailleurs, les Chefs des Etats membres seraient presque tous opposés à laisser le CILLS se fondre dans un organe sous-régional plus large, voire à s'élargir aux Etats côtiers mitoyens. J'ai aussi été surpris d'apprendre que le CILLS ignore encore l'existence du Rapport Brundtland qui pourtant apporte de l'eau à son moulin.

- 6 -

En terminant, je constate qu'une tournée comme celle que je viens de faire semble utile à bien des égards. Elle a permis aux autorités du pays visité à actualiser la prise de conscience du rôle de la Suisse comme partenaire; à cet égard, une mission de ce genre permet de faire l'économie d'une visite officielle en Suisse d'un représentant du Faso - qui serait difficile à programmer. Selon mes hôtes, la visite était aussi appréciée pour motiver les paysans dans les sites visités, en leur montrant l'intérêt qu'on porte ailleurs à leurs efforts. Les responsables des projets, pour leur part, l'ont ressentie comme une inspection de nature à leur rappeler les exigences de qualité de la Suisse. Pour moi-même, en fin de compte, ces visites ont apporté l'expérience d'un engagement des paysans dépassant mon attente et la vision - surtout au Yatenga - de vastes étendues entre savane et Sahel où les aménagements humains sont déjà bien identifiables dans le paysage.

Je joins à ces lignes trois notes sur des points spécifiques de nature à appuyer les activités en cours au Yatenga.

L'Ambassadeur de Suisse

C. Caratsch

(C. Caratsch)

Annexes mentionnées

Copie : - Secrétariat général, DFAE
- BUCO, Ouagadougou